



La **FNIC CGT, UNION LOCALE CGT ROUSSILLON/BEAUREPAIRE,**
UNION DÉPARTEMENTALE CGT ISÈRE, communiquent



Jean Castex en visite sur la plateforme Chimique de Roussillon, **Déni de dialogue social avéré...**

communiqué de presse

La CGT a demandé une audience au Premier ministre lors de sa visite surprise sur le site de Roussillon. Prétextant avoir déjà rencontré les dirigeants nationaux des Organisations Syndicales la semaine précédente, le premier ministre d'un gouvernement qui prône le dialogue social a préféré décliné l'invitation en relayant la tâche à son directeur de cabinet !!!

Voilà à quoi ressemble le dialogue social en MACRONIE !!!

Le dossier du Paracétamol à Roussillon est un dossier qui date de 2008. Le dernier atelier de production de paracétamol fût fermé en 2008 pour des raisons purement financières qui visaient à produire moins cher ces produits pharmaceutiques essentiels à la santé des Français !!!

Pour quelques centimes d'euros, la dernière unité de production a fermé ses portes en détruisant l'emploi, les compétences et la qualité !!!

La CGT mène depuis 2008 la bataille pour le retour de la production du Paracétamol en France et sur Roussillon !!!

La crise sanitaire que nous traversons met en évidence les dérives de ce système capitaliste qui vise à concentrer les productions de biens essentiels à la population dans des pays émergents où la main-d'œuvre à bas prix permet aux actionnaires de se gaver encore plus !!!

Les pénuries que nous avons connues au début de la crise sanitaires nous prouvent que nous devons retrouver notre indépendance concernant la production de nos médicaments. La nationalisation des produits pharmaceutiques reste la meilleure solution pour ne plus connaître ces situations désastreuses de pénurie...

Le gouvernement, dans le cadre de son plan de relance de l'économie, décide d'investir 40 millions d'euros, sur les 100 millions nécessaires dans le projet du retour de production du paracétamol sur le site roussillonnais, sans qu'aucune garantie ne soit exigée

de la part du gouvernement. SEQUENS annonce la création de 60 à 100 emplois directs et indirects sur un plan national. La production de 10 000 tonnes de paracétamol (alors que la production mondiale s'élève à 180 000 tonnes).

UPSA et SANOFI s'engagent, quant à eux, à racheter une partie seulement de la production française, pour ne pas entacher la rentabilité financière du produit...

Pour la CGT, les investissements massifs du gouvernement pour relancer l'activité du paracétamol sur le site de Roussillon ne sont pas à la hauteur des enjeux que nous traversons actuellement. La meilleure des solutions aurait été une nationalisation totale de cette unité de production. Le discours de rentabilité de cette activité par le gouvernement est intolérable. Comment dans la situation actuelle pouvons-nous continuer à parler de rentabilité sur des produits essentiels à la santé de la population ?

Il est intolérable qu'aucune garantie ne soit exigée de la part de l'Etat alors que 40 % de l'investissement provient de fonds publics, sous la menace des investisseurs privés de ne pas investir et de fuir dans des pays moins regardant...

Le monde d'après reste le même que le monde d'avant, une société asservie au CAPITAL !!!

La CGT réaffirme sa position :

OUI au retour de la production française des produits pharmaceutiques, par la nationalisation des unités de production, la levée des brevets de tous les médicaments !!!

NON au financement public des investisseurs privés sans qu'aucune garantie ne soit exigée en termes d'emplois et de pérennité dans le temps des activités financées...

Contacts presse : manu.blanco@fnic-cgt.fr
Contact Fédération : contact@fnic-cgt.fr
MB/CJ Chrono 2021 - 0430

Montreuil, le 8 septembre 2021